

# GE\_GERICHTE JTAPI/724/2024 vom 14. Juli 2024

GE Cour de justice, 2024-07-14, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge\\_gerichte\\_JTAPI\\_724\\_2024](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_JTAPI_724_2024)

FR: GE\_GERICHTE JTAPI/724/2024 du 14 juillet 2024

IT: GE\_GERICHTE JTAPI/724/2024 del 14 luglio 2024

## Erwägungen

### E. 1

Le Tribunal administratif de première instance connaît des demandes de prolongation des mesures d'éloignement prononcées par le commissaire de police (art. 11 al. 2 de la loi sur les violences domestiques du 16 septembre 2005 - LVD - F 1 30), sur lesquelles il est tenu de statuer avant l'échéance de la mesure, avec un pouvoir d'examen s'étendant à l'opportunité (art. 11 al. 3 LVD).

### E. 2

Toute personne directement touchée par la mesure d'éloignement a le droit d'en solliciter la prolongation auprès du Tribunal administratif de première instance, au plus tard 4 jours avant l'expiration de la mesure (art. 11 al. 2 LVD). La prolongation est prononcée pour 30 jours au plus ; depuis le prononcé initial de la mesure, sa durée totale ne peut excéder 90 jours (art. 11 al. 2 2ème phr. LVD). Le tribunal statue avant l'expiration de la mesure ; s'il n'a pas statué à l'échéance du délai, la mesure cesse de déployer ses effets (art. 11 al. 3 LVD).

### E. 3

Au terme de l'art. 16 al. 1 1ère phr. de la loi sur la procédure administrative du 12 septembre 1985 (LPA - E 5 1), un délai fixé par la loi ne peut être prolongé.

### E. 4

Les délais fixés par la loi sont des dispositions de droit public qui présentent un caractère impératif. A ce titre, ils ne sont pas susceptibles d'être prolongés, restitués ou suspendus, sauf par le législateur lui-même. Il s'agit d'une règle de procédure essentielle, dont la violation de ne peut être réparée. Celui qui n'agit pas dans le délai prescrit est forclos et la décision en cause acquiert force obligatoire

- 3/4 - A/2462/2024 (ATA/171/2014 du 18 mars 2014 consid. 1a ; ATA/820/2013 du 17 décembre 2013 consid. 2 ; Thierry TANQUEREL, Manuel de droit administratif, 2011, n° 1506). Les cas de force majeure restent réservés (art. 16 al. 1 2ème phr. LPA). Tombent sous cette notion les événements extraordinaires et imprévisibles qui surviennent en dehors de la sphère d'activité de l'intéressé et qui s'imposent à lui de l'extérieur de façon irrésistible (ATA/171/2014 du 18 mars 2014 consid. 1a ; ATA/820/2013 précité consid. 2), la charge de leur preuve incombant à la partie qui s'en prévaut.

### E. 5

En l'occurrence, Mme A\_\_\_\_\_ a sollicité la prolongation de la mesure d'éloignement prise à l'encontre de M. B\_\_\_\_\_ qui doit arriver à échéance le 24 juillet 2024 à 17h00, en date du 22 juillet 2024, soit seulement deux jours avant l'expiration de celle-ci. Au vu de la formulation de l'art. 11 al. 2 LVD (« au plus tard »), il ne fait pas de doute que le délai fixé

par celui-ci pour saisir le tribunal est impératif (cf. aussi le rapport du 1er juin 2010 de la Commission judiciaire et de la police du Grand Conseil chargée d'étudier le projet de loi 10582-A du Conseil d'Etat modifiant la LVD, in MGC 2009-2010/IX A, D. Examen de détail, ad art. 11 LVD : « il ne s'agit pas d'un simple délai d'ordre, puisqu'en cas de dépassement, la mesure prend fin »). Rien ne permet en outre de retenir que Mme A\_\_\_\_\_ aurait été victime d'un cas de force majeure qui l'aurait empêchée d'agir en temps utile, ce qu'elle ne prétend d'ailleurs pas.

#### **E. 6**

Sa requête est donc tardive, de sorte qu'elle doit être déclarée irrecevable.

#### **E. 7**

Cela a pour conséquence que la mesure d'éloignement en cause prendra fin le 24 juillet 2024 à 17h00.

#### **E. 8**

Il ne sera pas perçu d'émolument (art. 87 al. 1 LPA).

#### **E. 9**

Un éventuel recours déposé contre le présent jugement n'aura pas d'effet suspensif (cf. rapport du 1er juin 2010 de la Commission judiciaire et de la police du Grand Conseil chargée d'étudier le projet de loi 10582-A du Conseil d'État modifiant la LVD, in MGC 2009-2010/IX A, D. Examen de détail, ad art. 11 al. 1 LVD).

- 4/4 - A/2462/2024

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.